

le libertaire

ORGANE BI-MENSUEL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10°)

Fondateurs :
Louise MICHEL et Sébastien FAURE

C. C. Postal : Louis HAAS, n° 3585-80
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10°)

ON AFFAME LE PEUPLE ! A quoi servent les 1.300 tonnes d'or ?

La cage aux serins

L'ASSEMBLÉE des inutiles vient de nous donner le spectacle alléchant d'une mascarade bien à l'image de son rôle véritable, dans cette société qui ne peut passer de l'état de convulsion qu'à l'état de misère.

Tout a joué dans ce « débat passionné » sur les crédits militaires, depuis la structure même de l'assemblée, le mécanisme de son rôle, jusqu'au gouvernement omnipotent nanti du droit de chantage, en passant par le tableau comique d'une opposition prise soudain de panique devant les conséquences de son acte.

Rappelons en deux mots les faits : à l'ouverture de la discussion du budget de l'armée, le parti socialiste estimant que la commande de dix mille soutien-gorge pour ces dames en kaki des petites promenades pour officiers, parmi beaucoup d'autres abus du même genre, ne pouvait se concilier avec l'étalage de misère qui caractérise ce bienheureux temps de la « libération », demande une réduction de 20 p. cent sur les crédits militaires.

La bataille est engagée. Gouvernement et Assemblée jouent un moment au oui-non, non-non, jusqu'au moment où de Gaulle, qui ne peut s'expliquer davantage sur l'entêtement absurde de sa résolution, joue la seule carte qu'il n'était pas « régulier » de faire intervenir : la question de confiance. Aussitôt, branle-bas chez les socialistes. Que va-t-on faire ? On discute et on maintient l'amendement. Philipp (socialiste) demande le rejet de la question de confiance pour y glisser un possible droit à la parole, mais De Gaulle est inflexible et menace presque de son départ. Il faut que ce soit l'U. D. S. R. qui soumette un texte de conciliation, après un premier qui n'obtint aucun résultat, pour que le compromis soit trouvé en laissant intact le montant des crédits jusqu'au 15 février, mais en les amputant de 20 p. cent à partir de cette date, si aucun projet de réorganisation n'a encore été déposé.

Après quelques instants de débat, on a tout de suite compris que toutes les discussions pouvaient tourner autour des crédits militaires, mais que l'essentiel de ce qui les animait était ailleurs. Une assemblée, arrivée là par mandats du peuple, avec des droits, soi-disant souverains, de contrôle, de critique, d'opposition et qui, lorsqu'elle veut les manifester, trouve devant elle un gouvernement qu'elle a constitué avec ses propres membres et qui se sert de son autorité pour se déléguer à lui seul tout le pouvoir, en ne laissant à cette assemblée aucune possibilité de contrôle ; seulement le OUI ou le NON à la question de confiance ! l'acceptation vague qui entérine des décisions difficiles à défendre ou le refus en bloc qui porte facilement la responsabilité de l'ostracisme.

« L'Assemblée Souveraine » des panneaux électoraux est restée dans les limbes des illusions perdues. Ce lamentable tripotage prouve mieux que n'importe quel argument toute la fausseté des partis ouvriers qui se sont adressés à ceux qu'ils prétendent représenter et défendre, avec des programmes qui abandonnaient l'essentiel de leur finalité révolutionnaire. Ce réformisme qu'ils expliquent pas la nécessité d'accéder aux organismes du pouvoir pour le diriger ensuite dans le sens du pro-

létariat, et pour ce, rallier en premier lieu, dans le système électoral le maximum de voix, action qui conditionne les compromis et les abandons sans nom que nous avons vus se succéder dans des partis comme le parti socialiste et le parti communiste ; ce réformisme a mené ces grands rassemblements dans l'enceinte de la politique des couloirs où ils se trouvent prisonniers de l'appareil d'Etat qui les a menés à composition et les tient alors pour tributaires d'une foule d'intérêts particuliers qu'il leur octroie au prix de leur liberté d'action.

Le parti socialiste avait hier la possibilité de regagner auprès du prolétariat une faible partie du prestige de cet antimilitarisme sur lequel était axé, jusque dans ces dernières années, un de ses plus importants moyens de combat.

Au sein de l'assemblée, il s'est laissé enfermer comme un enfant, dans l'inévitable piège que lui a tendu l'exécutif tout puissant.

Il n'a pu rien faire que s'incliner devant la volonté d'un De Gaulle et accepter un compromis qui est une défaite. Il lui a été impossible de renverser ce gouvernement et, d'ailleurs, non seulement il ne le souhaitait pas, mais il craignait cette chute qui le plaçait devant un tel échec de responsabilité et l'obligeait demain à une action pour laquelle sa structure, ses moyens et ses obligations nouvelles dans une « unité nationale » de carnaval faisait de lui le futur vaincu d'une querelle de vestiaire...

La leçon à tirer de cette comédie burlesque est la suivante :

Ce n'est pas en envoyant siéger des députés à 350.000 francs par an pour être les guignols prisonniers d'une assemblée — souveraine ou non ; on a vu ce qu'il en était de ses possibilités d'action — afin qu'ils défendent et portent la classe ouvrière vers son émancipation intégrale qui est, non seulement l'abolition de la propriété et du capital, mais encore et surtout celle de ce qui couvre le tout, c'est-à-dire l'Etat, c'est par l'action directe révolutionnaire des travailleurs eux-mêmes organisés sur le lieu du travail en vue du combat contre le patronat et toutes les forces d'exploitation que la lutte de classes fera place à la société libre de demain :

LA COMMUNE
LIBERTAIRE.

lib

On libère l'Empire !

A Cholon (faubourg de Saïgon), le 13 décembre 1945, un groupe de dix « rebelles » appartenant au Viet-Minh et porteur de quelques grenades est arrêté, emmené auprès du canal et fusillé.

L'un d'eux tente de se sauver et est abattu au milieu de la route. Les Français partent ensuite, sans toucher aux cadavres. Le lendemain matin, il y a foule autour des corps, malgré la pauteur sous le soleil.

Lorsqu'un groupe de soldats français passe, les indigènes s'écartent avec précipitation.

Ce n'est qu'à 11 heures que des scouts chinois viennent enlever les cadavres.

Pendant des dizaines d'années, les travailleurs ont trimé et sué pour accumuler dans les caves de la Banque de France un trésor immense qui n'a jamais servi. Si le Gouvernement de la Libération avait eu le souci de rétablir dans le pays une vie économique normale, il avait, avec cet or, la possibilité de constituer avant l'hiver le stock de blé qui devait nourrir le peuple et le stock de charbon qui eût dû permettre à l'industrie de travailler. Même le manque de moyens de transport n'est pas un argument : on a trouvé des bateaux pour transporter troupes et armes en Indochine dans le fol espoir de maintenir sous la botte impérialiste un peuple courageux qui veut sa liberté et se bat pour la conquérir. Avec de l'or, on avait tous les Liberty ships que l'on voulait.

Dès le printemps, on savait que la récolte de blé serait déficitaire et que la sécheresse viderait les barrages des stations hydroélectriques. On a préféré faire de la politique et attendre les événements. Il est joli, le tableau ! Le peuple est menacé de manquer de pain et l'industrie s'arrête.

Les partis peuvent se rejeter le crime les uns sur les autres : pour nous, ils sont tous coupables, parce que tous complices et profiteurs du régime.

Le peuple français a voulu faire une nouvelle — ô bien inutile — expérience gouvernementale. Tous ses espoirs sont honteusement trahis. Il ne pouvait en être autrement.

Gouvernement est, plus que jamais, synonyme de famine, d'incurie et d'impuissance !

Tous à l'action directe révolutionnaire, la seule action du peuple !

Le bain... turc Le CAPITAL pense à FRANCO

« Nous ne voulons pas un pouce de territoire étranger mais nous ne céderons pas un pouce de notre territoire », ainsi s'exprimait Staline au 16^e Congrès du Parti Communiste Russe en 1930. Deux incidents peuvent nous laisser rêveurs sur l'application de cette déclaration : Les troubles de l'Azerbaïdjan, semblent s'être arrêtés, mais de quoi s'agissait-il au juste. Du côté des insurgés, on revendiquait une plus grande démocratie dans la politique intérieure, l'ouverture d'écoles et l'enseignement de l'Azerbaïdjanais dans les écoles. D'après les nouvelles de Russie, les démocrates seraient de vrais patriotes, tandis que la presse de Téhéran les qualifie de traîtres... vendus à une puissance étrangère.

La situation se complique du fait que pendant la guerre, les contingents Anglais et Russes occupèrent l'Iran afin de protéger la route de ravitaillement de la Russie par le golfe Persique et que les notes de Washington, en vue de l'évacuation par les deux armées du territoire iranien, n'ont reçu encore que des promesses pour le mois de mars 1946 ; de plus l'Iran aurait refusé à la Russie l'accord de certaines concessions pétrolières dans le pays, ce qui aurait déjà créé un certain malaise, d'autant plus que les Américains sont également intéressés à cette question des Pétroles.

Moscou, qui est lié avec l'Iran et l'Angleterre par le traité de 1942 ga-

rantissant l'intégrité territoriale, sans tenir à un mouvement séparatiste dont on pourrait par la suite lui opposer la pérennité, ne verrait pas d'un mauvais œil le gouvernement démocrate de l'Azerbaïdjan demander un jour ou l'autre son rattachement à la République Géorgienne. L'Angleterre ne pourrait pas voir d'un bon œil l'introduction d'éléments soviétiques dans cette région, toujours à cause du pétrole, ce nouveau nerf de la guerre et aussi parce que la route de l'Inde se trouverait directement menacée ; n'oublions pas que l'origine de la guerre de 1914 s'est révélée dans la prétention allemande de lancer une ligne de pénétration ferroviaire Berlin-Vienne-Bosphore-Asie Mineure-Golfe Persique... Pourquoi les Anglais accorderaient-ils à leur très puissant allié ce qu'ils ont refusé à une Allemagne qui diplomatiquement en 1914 était en état d'infériorité

Les Etats-Unis voudraient voir la question réglée par les Nations Unies qui d'ailleurs vont avoir un problème autrement angoissant à régler, quoique sans doute concomitant (comme on dit au Palais). La Russie n'a pas renouvelé avec la Turquie le traité d'amitié qui venait à expiration. Depuis longtemps nous avons maintenu l'attention de nos camarades sur cette partie de l'Europe, ce Dantzig 45 — les impérialismes ont toujours en poche un « point névralgique » à sortir au bon moment — Ici les positions doivent être prises rapidement, nous avons expliqué en détail la question des Détroits. Les Turcs ne se refusent pas à une révision de la convention de Montreux, mais à la condition que le règlement en soit assuré par une commission internationale à laquelle participerait les U.S.A.

Jusqu'ici la presse et la radio soviétiques seules ont pris une position oblique à l'égard de la Turquie, revendiquant le retour à la République soviétique Géorgienne des provinces de Kars et d'Ardaahan qui avaient été cédées par Lénine en échange du port pétrolier de Batoum, aujourd'hui l'U.R.S.S. réclame la rétrocession et même le port important de Trébizonde sur la mer Noire ; la Turquie se trouve également assaillie par une demande des provinces arméniennes sous contrôle

A l'occasion du sacrifice de nos camarades anarchistes espagnols qui viennent de tomber en Espagne entre les mains des franquistes et qui ont été condamnés à mort à Cadix, malgré la lutte de solidarité que nous avons menée ici même, il est bon de faire une nette mise au point sur ce que le « camarade » Giquel écrit dans « Fraternité » — l'hebdomadaire S.F.I.O. d'Algérie — sur les horreurs commises par Franco à l'égard des « résistants » — C'est nous qui soulignons et nous dirons plus loin pourquoi à Monsieur Giquel —

Ce « camarade » socialiste nous expose tout d'abord son étonnement de voir la « Charte de l'Atlantique », avec ses belles déclarations sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et tous les ronflements d'usage pour premiers communistes, ne servir pas à grand-chose décidément devant la tranquille inertie des « grandes Démocraties Alliées ».

Tout d'un coup, le voilà qui se révolte et, nous le voyons d'ici, la main sur le cœur, les larmes dans la voix, implorer l'action de la France républicaine, pour être au premier rang des justes vengeurs d'un peuple opprimé par une vague inhumaine et sanguinaire de terreur fasciste.

Bravo Giquel ! Seulement, un mot peut-être pour préciser s'il te plaît !

Il ne faudrait tout de même pas travestir la vérité et mélanger la petite cuisine démocrate avec ceux qui, là-bas, n'en veulent pas de la démocratie pourrie qu'ils enverront un jour dans le musée des ordures rejoindre le fascisme auquel elle n'a rien à envier — se renseigner en Grèce, en Belgique (on n'oublie pas-là), en Indochine, à Sétif, en Palestine, en Iran... et ça continue !

Nos camarades qui luttent là-bas, dont tu cites les noms, qui appartiennent à la Confédération Nationale du Travail — tu le dis, c'est entendu ! — et aussi et surtout à la Fédération Anarchiste Ibérique — ça, tu ne risques pas de le dire par exemple, mais tu le sais quand même ! — Ces camarades se battent pour autre chose que ce que peuvent leur apporter les U.S.A., l'Angleterre, la France, l'U.R.S.S. et le monde capitaliste étatisé tout entier.

(LIRE LA SUITE EN 3^e PAGE).

(LIRE LA SUITE EN 3^e PAGE).

Aux hasards du Chemin Vers l'année nouvelle

Ce fut certes une chose reconfortante, pour les cœurs vraiment français, que cette conférence de la réorganisation de l'armée, qui réunissait, sous la présidence du ministre des Armées, M. Michelet, 120 officiers généraux. Le ministre présida les débats martialement, comme il seyait : « Messieurs, s'écria-t-il, la France est une grande démocratie qui se gardera bien d'attaquer aucun peuple, sauf peut-être les Indochinois ; mais cela, c'est l'exception qui confirme la règle. La France, Messieurs, n'a plus à faire la preuve de son pacifisme et c'est pourquoi je fais mien cet adage plein de sagesse qui donna toujours de si bons résultats : Si vis pacem para bellum ».

Les 120 « étoilés » ne répondirent pas amen, car depuis juin 40, ils avaient perdu leur latin, mais n'en opinèrent pas moins et le travail commença.

On tomba vite d'accord sur la façon d'entraîner l'armée d'une façon moderne, finie la vie de caserne ; dans des camps en plein air, les soldats sont même autorisés à faire du nudisme, tant qu'on n'aurait pas de quoi les habiller. Dans la position de la garde à vous, le petit doigt sur la couture du pantalon sera remplacé par un claquement sur les cuisses.

Puis on nomma une commission d'études chargée de mettre au point le thème suivant : Du commandement « Pour défilé », les chefs se trouvant en tête passer brusquement à l'ordre impératif : « Se défilé » dans lequel les chefs doivent encore se trouver en tête. Nul doute que ce délicat point de tactique ne soit résolu aisément, grâce à l'expérience personnelle de la majorité des généraux.

On examina ensuite quels pourraient être les futurs ennemis héréditaires et pour ce on pointa un télescope sur la Ligne bleue du Rhin, mais on n'y trouva plus d'Allemands, alors, à défaut, on lorgna un peu partout ; ni la Suisse, ni l'Italie, ni l'Espagne, ne donnèrent satisfaction ; restait Albion, la perfide

et certains rappellèrent certaine affaire du Liban, mais cette affaire regardait plutôt les amiraux et les hommes de l'air. Les uns avouant modestement qu'un cuirassé genre Richelieu coûterait une dizaine de milliards, voulaient pour eux tous les crédits ; une bataille rangée faillit s'ensuivre entre terriens et marins. Les autres n'ayant qu'une confiance mitigée dans les prototypes genre Lionnel de Marmier, il fut décidé qu'on entraînerait les équipages à la nage, en scaphandre et au vol à voile.

Naturellement, on parla aussi de la bombe atomique. Avec son emploi, l'armée n'était-elle pas devenue quelque chose d'archaïque ?

La résolution suivante fut prise à l'unanimité :

1° L'armée qui justifie l'entretien du corps des officiers est aussi nécessaire à la Nation que l'argent aux banquiers, le vin blanc aux curés et le travail aux prolétaires.

2° L'armée n'a pas pour seul rôle la défense des frontières de la Patrie ou la violation des frontières voisines, mais doit aussi assurer l'ordre intérieur.

3° Et c'est à cause de cette mission que l'armée doit être en possession d'un matériel tel que fusils, mitraillettes, etc., qui pourrait paraître désuet dans un conflit international.

4° Se référant à une récente expérience qui s'est faite en pays étranger, les officiers généraux, réunis pour jeter les bases de la nouvelle armée démocratique, déclarent que les soldats peuvent être appelés à remplacer, le cas échéant, soit des dockers, soit des chauffeurs, soit des maçons, ou tout autre corps de métier, décident de faire donner aux troupes une instruction adéquate.

5° L'armée étant maintenant en mesure de participer à la bataille électorale, des cours d'instruction politique seront donnés aux recrues, au choix des colonels de chaque régiment, soit par l'adjudant Flick, soit par l'aumônier.

tuants est porté de 210.000 à 350.000 fr. Et si le lampiste rouspète, on lui fera retrousser ses manches et dare-dare.

Provinciales 45

Le Combat attaque Pineau en déclarant que la suppression de la carte de pain a été de la part du S.F.I.O. Pineau une opération électorale. Pineau répond, en disant que dans son département (la Sarthe), la carte était pratiquement supprimée, donc de sa part aucune manœuvre. Ce qui veut dire que si on était dans la Sarthe de Pineau Christian (S.F.I.O.), on serait beaucoup mieux traité qu'à Paris, Marseille ou Toulouse. C'est l'inégalité dans la misère.

Politique de grandeur

Le général Cocorico et son porte-parole nous ont tenu en haleine avec la politique de grandeur. Après avoir flirté avec le Russe dans le but de faire la guigne à l'Américain, voilà que l'Oncle Sam nous met à zéro, tout comme la vieille Angleterre. Il a fallu dix-huit mois de politique de grandeur pour se rendre compte que nous étions aussi petits.

Pensées en godillots

Pour faire la guerre, il ne faut pas seulement des canons, il faut des ennemis. On vous en trouve. La finance fabrique les armes, la politique les ennemis. Ils font leur beurre ensemble. Sur notre dos. Nous ne nous en apercevons que lorsqu'il brûle.

Pour utiliser les canons, il faut que des hommes se battent ; c'est le plus facile. On les appelle soldats. Et ils y vont tout seuls. En chantant. La bêtise humaine est incommensurable.

Préparation militaire supérieure. Qu'ils disent ! Comme s'il y avait des degrés dans l'art de se faire casser la gueule. Logique absurde ! Progression du chômage ? Donc, la guerre de plus en plus nécessaire.

Neiges d'antan

Aux beaux jours où la S.F.I.O. était révolutionnaire, et où le P.C. était ultra-révolutionnaire, c'était à qui abolirait le plus vite « l'unique impôt sur les salaires ». Il y a eu au pouvoir Blum et le rondouillard Vincent Auriol. Il y a maintenant Croizat, Thorez, Billoux, Tillon... qui feront comme les autres « trois petits tours et puis s'en vont », mais celui qui tient le coup, c'est l'impôt sur les salaires, car s'il n'en reste qu'un, ce sera celui-là.

Ca fera p'tet du bruit

Vous vous rappelez, pendant l'occupation, de la campagne des V, des croix de Lorraine, des quintes de tous spontanés dans les cinémas au passage des Actualités... Ils avaient compris et c'était pas bien méchant. Qu'est-ce que vous diriez d'une campagne du pain. Ce ne serait pas bien méchant... et ils comprendraient. Essayons toujours !

M.R.P., partout !

Le Franco, ne manque pas de toc, il envisage la constitution d'un M.R.P. en Espagne, qui n'aurait pas le même nom, mais démocrate et chrétien et tout et tout ; pas trop pour ne pas effrayer l'Oncle Trumann, et suffisamment pour donner confiance à cette vieille chose d'Angleterre.

Encore les cogots !

Le suisse du Sacré-Cœur faisait chaque soir la tournée des troncs, où des âmes pieuses, charitables et cucurbitacées déposaient leur aumône. Le suisse, de même que M. Marcel Paul « Délestait » les troncs, et puisqu'il s'agit de cela, le soir, il allait se taper le tronc, et bien autre chose aussi, avec des « Créatures » prêtres de Vénus, dans le quartier Pigalle. En quelque sorte, Henri Gotti, faisait de la reprise individuelle contre le bon Dieu.

Prétentieux !

Les copains, vous allez dire qu'on se gonfle un petit peu, mais vous souvenez-vous de l'article sur la politique extérieure d'il y a quatre mois, où on vous indiquait que la curie Romaine, allait sans doute changer de majorité, et qu'il se pourrait qu'on ait un pape américain. Eh ! bien ça se confirme et c'est en bonne voie. Le comité de Rédaction du « Lib » est drôlement Renseigné ! Rideau !

On ferme !

« Suppression des maisons de tolérance ». Ces messieurs des pouvoirs publics ont jugé, à juste titre, qu'une telle mesure s'imposait, ces maisons tant décriées faisant double emploi avec la République quatrième du nom.

Mais, entre nous, que de chômeuses sur le... bitume.

A moins de les récupérer pour créer une police féminine des mœurs, par exemple ; au point où nous en sommes, pourquoi pas ?

Et puis, dans la partie, elles en

connaissent un bout comme dirait un Jules de notre connaissance.

Peut-être est-ce impossible ?

De toutes façons il est à peu près certain que les services intéressés auront à cœur de repêcher les victimes de cette vague de puritanisme, et leur permettront l'accès à cet autre aquarium officiel : La Nouvelle (?) Armée.

Solution idéale qui permettra de réunir sous un même uniforme les deux lamentables produits d'une société en décomposition : La putain et le soldat.

Succession

« Maurice Thorez a accepté d'être le parrain du dernier-né d'une famille nombreuse ».

Le fils du peuple, pardon, Monsieur le ministre d'Etat, reprend à son compte les habitudes traditionnelles chères aux présidents de feu la Troisième.

Si M. Albert Lebrun se distinguait par la taille, inusitée, de ses pieds, on peut affirmer que Maurice lui, ne manque pas d'estomac.

Crever en travaillant

A Valenciennes, notre Maurice national (pas Chevalier, l'autre... le général) a parlé devant 40.000 mineurs qui l'accueillirent, tout comme un de Gaulle, au chant de la Marseillaise... Discours du Maurice : Produire, produire, produire !... Quelques jours après on leur octroie la carte de pain travailleurs de force. Le coup est va-

Quant au Maurice, gros et gras, le teint frais, il se porte à merveille, comme au temps où il résistait dans la Perspective Newski.

La résistance s'organise

Supposons que tous les gros pontes de l'industrie et du commerce aient des relations intimes avec les gros bonnets de la Finance, Banque et Bourse. Supposons encore que les managers de l'industrie bloquent eux-mêmes tous leurs stocks de matières premières et ne livrent à la transformation que juste le nécessaire pour qu'on ne voie pas trop la manœuvre, que va-t-il arriver, les stocks ne s'épuisent pas, on va être obligé de céder du terrain pour réaliser la baisse afin d'avoir du disponible pour continuer à voter, et tout doucement le démarrage à lieu, mais supposons que les banques se concertent et fassent des apports massifs de capitaux frais aux petits pots du gros commerce, alors, on ne débloque pas la marchandise, on tient le coup quand même avec un découvert important à la banque, on mécontente tout le monde, et en cas de coup dur, on a un créancier privilégié qui a des droits sur tous les autres.

On amène une bonne petite révolte dirigée, vite un dictateur (ou plusieurs) le peuple qui s'est battu pour la civilisation, pour la résistance, pour la Libération, se remet au trac en relevant ses manches, pour que ça aille mieux et on lui fait une saignée maison de première main, le tour est joué. On vous dit pas que c'est le plan qui commence à s'appliquer, mais dans les milieux bien informés on rigole doucement à l'idée de la prochaine révolution nationale.

Politique du pain

Et voici la carte de pain. Un bel exemple de l'activité des petits messieurs qui se sont bien battus, pour les sièges où l'on s'adjuge 350.000 fr. par an. C'est on ne peut plus brillant !

Toutes les réunions électorales avaient retenti de déclarations mirifiques où on nous offrait le pain en vente libre, un certain jour !. Il ne nous restait plus qu'à posséder un tout petit peu de reconnaissance du ventre, et à bien voter s'il vous plait pour ces chères âmes qui poussaient à un tel point l'intérêt de notre petite santé. On ne souhaitait presque qu'une chose : être plus vieux d'un mois ou deux ! Le moment tant rêvé arriva et malgré quelques esprits chagrins — il y en a toujours malheureusement — qui établissaient un rapport entre cette suppression et la campagne électorale, tout le monde fut content.

Mais maintenant le réveil est douloureusement triste. Et l'électeur, aujourd'hui, de lousser : Ah ! les salauds.

Et pourtant, pour une fois, la triste fin de cette mesure de nécessité « démocratiquement » électorale ne serait pas uniquement le fait de l'imprévoyance ou de l'incompétence des élus, ni celui d'innocentes volatiles ; mais, d'après certains bruits qui circulent, — ah certainement chez des agents de la cinquième ! — il paraîtrait que les nombreuses troupes et les légions de fonctionnaires que l'on a expédiés outre-Rhin dans le secret dessein de les faire nourrir gratis pro Deo par les Allemands, risqueraient fort d'être réduits à la portion congrue s'ils n'avaient à manger que ce qu'ils peuvent trouver sur place tant il semble qu'il est difficile de tondre un œuf.

Et, tout d'un coup, il serait devenu d'une urgente nécessité de ravitailler ces troupes et même d'en refaire aux Allemands affamés. Ça doit en gêner les « bouffiers de boche » devant être subaigués forcés de leur dicte l'émulation d'une course à la bienveillance que l'on observe entre les quatre occupants.

Et que penser enfin des sinistres pantins au pouvoir qui n'hésitent pas à jouer avec les premières nécessités de la vie, si celles-ci peuvent servir leurs tripotages de pot de vin, ou le petit jeu qu'ils mènent avec les peuples asservis dans le manège européen.

Et quant à ceux qui les portent au pouvoir, ils devraient finir par comprendre ! La mesure est suffisamment comble !

Les gestes inutiles

« Au cours d'une séance de la Constituante un auditeur des tribunaux du public a sauté de sa place dans l'hémicycle en brandissant un sabre ».

Un sabre ?

Pauvre type, quel retard, un sabre, au siècle de la bombe atomique.

La grande jambonnière

Depuis que le fléau des hostilités est éteint on ne parle guère dans « les milieux autorisés » que d'un nouveau conflit, 40 millions de morts ne suffisant pas à ces messieurs.

Le mal serait circonscrit si les prolos n'offraient pas leurs tripes en holocauste avec autant de plaisir masochiste mais il nous semble bien depuis quelque temps que le désir de tuer ou de se faire tuer n'a jamais été aussi grand.

La France exige, la Russie exige, l'Amérique exige, et tous les Etats exigent une grande armée, une formidable armée pour défendre leur territoire, leurs privilèges, leurs utopies — hélas bien enracinées — alors que la bombe atomique remet à sa juste place les desideratas des dévoteurs de viande humaine.

En France — cet article ne veut aucunement traiter des autres nations — l'armée nouvelle va nous coûter 125 milliards de francs (Pleven dixit). Et il paraît que l'on a réduit les demandes de fonds des « experts ». A cette bagatelle s'adjoint la coquette somme de 59 milliards réservés à « la liquidation des hostilités ». Un euphémisme qui revient bougrement cher ! Et le travailleur quelque peu conscient est en droit de se demander où passe tout cet argent, tout cet argent qu'on lui demande au nom de l'intérêt national et de la paix.

Cela n'est rien encore puisqu'on ne fait en définitive qu'un appel

au portefeuille. Il y a mieux, beaucoup mieux !

Après l'argent, l'homme. Le camarade Etienne Fajon, député communiste, dans un exposé-discours au Congrès des officiers et sous-officiers de réserve, tenu le 30 novembre dernier a demandé que la préparation militaire soit rendue obligatoire, que la durée soit fixée à trois ans, dont deux réservées à la théorie et une à l'éducation effective, avec armes, des futurs « héros » ça, c'est du positif ; en tout cas du pacifisme et de l'antimilitarisme modèle 45. Contre quoi et pourquoi ? Mystère cousu de fil rouge, l'ennemi héréditaire pouvant se situer par delà les océans. Notons entre parenthèses que le camarade Fajon se fera peut-être tirer les oreilles par M. Pleven lorsque celui-ci saura que son collègue réclame pour les officiers et sous-officiers astreints à une période de réserve, une prime compensatrice égalant leurs trois ans ! Inutile de dire que le programme fut vigoureusement approuvé par les vieilles culottes de peau de tout le secteur et que le président de l'Association en question, fit chorus.

Mais qu'en pensent les jeunes, les futurs « volatilisés » d'une prochaine dernière ?

L'argent, l'homme, il manquait une jole au tableau, suivant les traces de leurs camarades russes, américaines, anglaises et allemandes, ce sont maintenant les Fran-

çaises qui se sentent la vessie tri-colore, et lorsque le pli est pris... « Résistantes » en haillons ou en manteaux de petit gris ont endossé le bel uniforme, avec un enthousiasme qui ne peut s'expliquer uniquement par le noviciat.

Admirez-les défilant par groupes ou solitaires, il n'y a pas de doute cela, vous rend militariste. Il paraît même, et cela ne nous surprend pas, que de nombreuses volontaires se sont enrôlées dans les glorieuses troupes du général Leclerc de Hauteclouque, à seule fin, de tracter allègrement et en bonnes civilisatrices les enfants annamites qui menacent l'intégrité française. « Bonne chance » répèterait Eisenhower s'il commandait cette phalange glorieuse. Seulement, il y a un mais, ou si l'on veut un envers au décor et le public serait peut-être étonné au vu des statistiques susceptibles d'être fournies par le Val de Grâce et les hôpitaux militaires annexes dont quelques salles sont encombrées par ces dames en pleine gestation. Ce qui tendrait à démontrer qu'obéissant à leur « général » en chef, les soldates prennent à leur seule charge l'éclosion des 12 millions de berceaux réclamés en un discours désormais célèbre.

« Bonne chance », dirons-nous cette fois aux volontaires, ou retournons... N'insistons pas. Après avoir été la grande Muette — ce qu'elles n'est plus — l'armée devient la grande jambonnière.

PROBLÈMES



ESSENTIELS

LE TRAVAIL SOCIAL

— On ne peut tout de même pas mettre au même niveau le médecin et le terrassier, l'ingénieur et le manoeuvre ? Les premiers ont une valeur sociale plus grande que les seconds. Ceux-là ont poussé leurs études pendant de longues années et il est logique qu'ils récoltent les bénéfices de leurs sacrifices alors que ceux-ci... Ne pas faire de différence entre les individus c'est empêcher l'émulation, c'est détruire l'initiative personnelle.

— Il s'agit de s'entendre. Le médecin, le terrassier, l'ingénieur et le manoeuvre seraient-ils des êtres différents les uns des autres au point de vue physique ? Notre révolution ne réussirait-elle qu'à créer une nouvelle hiérarchie des valeurs bien qu'assurant aux moins aptes des moyens d'existence compatibles avec leurs besoins ? Admettrions-nous des anarchistes supérieurs et des anarchistes inférieurs. En un mot nos manifestes égalitaires seraient-ils démagogiques ? Non, n'est-ce pas. Les hommes sont égaux en « droit » puisque leurs besoins physiques sont identiques. Ne sont-ils pas tous construits de la même manière ? Créer des différences entre celui qui a des facilités et celui qui n'en a pas ce serait vouloir retomber demain dans le régime bourgeois dont nous voyons aujourd'hui les effets désastreux. Même si la structure de la société semble transformée, l'expérience nous ayant suffisamment instruit en la matière. Nos contradicteurs nous disent fréquemment que l'intellectuel et le manuel n'ont pas les mêmes appétits, les mêmes désirs. Nous n'en disons rien, mais nous précisons dans le régime actuel, car nous savons que toute société ayant pour base l'exploitation de l'homme par l'homme est obligée d'exacerber les différences plutôt que de les réduire. La prédominance innée de l'intellectuel sur le manuel est purement subjective et nous pourrions citer de nombreux cas de manuels ayant une vie spirituelle intense. Nous dirions même que l'auto-didacte éprouve moins de difficulté pour faire sa révolution intérieure que l'agréé engoncé dans les principes et bourré de fausses connaissances.

Il faut que l'individu se rende compte que son activité est nécessaire à la collectivité entière, que le manoeuvre est aussi utile que le médecin, le terrassier aussi utile que l'ingénieur. Une société qui ne serait composée que d'ingénieurs ou de médecins risquerait de mourir d'inanition. Un peuple uniquement paysan ne pourrait parvenir à cultiver normalement sa terre faute de machines agricoles. Une collectivité exclusivement industrielle ne pourrait chaque jour manger à sa faim. « Il faut de tout pour faire un monde », dit la sagesse populaire. Et c'est exact. Il est évident que même instruits, éduqués pendant le même temps dans les mêmes établissements, avec les mêmes méthodes, les individus ne seront pas identiquement aussi forts au point de vue intellectuel. Ceci relève de l'hérédité. Est-ce une raison pour créer des distinctions sociales. La société pour vivre a besoin de tous et tous ont besoin de la société pour subsister. C'est le phénomène de réciprocité. Le travail social fourni par l'un est aussi utile que le travail social fourni par l'autre. Un biologiste ne nie pas la nécessité du balaieur de rue et celui-ci sait s'adresser à celui-là lorsqu'il se sent malade.

Dans notre société future, chacun passant par les coopératives de consommation et ayant largement de quoi se suffire, le travailleur manuel ne verra pas son utilité contestée; son labeur ne le classera pas au bas d'une quelconque échelle sociale puisque toute hiérarchie sera bannie et le travailleur intellectuel ne se jugera pas déshonoré s'il ne jouit pas d'avantages surajoutés à ceux de son compagnon moins favorisé biologiquement. Il saura qu'il travaille dans sa branche et aura à cœur de faire toujours mieux pour le bien-être de tous. Pas d'émulation, plus d'initiative personnelle ? Allons donc. Dans la société pourrie du moment le bactériologiste nous semble plutôt désavantagé par rapport au marchand noir et pourtant cela ne l'empêche pas de poursuivre ses travaux sachant que son œuvre est utile même si elle ne paie pas. L'amour du métier n'est pas un vain mot de même que le goût de construire, de créer. Il suffira que chaque homme sache que le profit n'existe plus pour qu'automatiquement les désirs s'effacent et qu'une harmonie générale s'établisse presque sans heurts, la cause du mal étant éliminée de toutes les consciences.

Observons maintenant l'Amérique,

dans son entier — continent non touché par la guerre — et particulièrement les U. S. A., où l'on vient de découvrir un facteur essentiel d'émancipation humaine : l'énergie atomique. Les économistes sont obligés de constater que la ration journalière de labeur devra y être considérablement et nécessairement réduite par suite de la surproduction due à la mécanisation, et à la rationalisation du travail si l'on ne veut pas exporter pour rien, ou déclencher la plus grande crise que le monde ait jamais connue. Dès à présent; et sans tenir compte de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, les Etats-Unis d'Amérique peuvent fournir en produits industriels finis 50 % des populations du monde entier. (Et n'oublions pas que les U.S.A. ne représentent que 8 % environ de la population du globe). Demain, en supposant qu'une autre nation arrive à la puissance économique des U.S.A. — et la Russie peut y parvenir — c'est 16 % des êtres peuplant la Terre qui, en travaillant huit heures par jour, dans les usines, pourront suffire aux besoins de tous. Que feront-ils lors les autres travailleurs de l'industrie ou assimilés ? Retourneront-ils à la terre ou bien se laisseront-ils crever devant leurs machines désormais inutiles plutôt que de forcer les possédants, les maîtres — et

particulièrement ceux d'Amérique — à rendre ce qu'ils ont volé ?

N'exigeront-ils pas la suppression du système capitaliste qui ne vit que du profit et de la rarefaction des produits ?

Au fur et à mesure du réarmement économique des pays anéantis par la guerre (Europe et Japon) les ouvriers américains et mondiaux devront exiger les quarante heures, puis les trente-six heures, puis les vingt-quatre heures de travail par semaine. Et s'ils ne l'exigent pas ce sera à nouveau la guerre. L'utilisation de l'énergie atomique bouleversant l'équilibre — on serait tenté de dire déséquilibre — énergétique actuel déterminera une réduction d'heures de travail encore beaucoup plus grande. Mais ceci est du domaine de l'avenir...

De toute façon le monde des producteurs salariés se doit de lutter de toutes ses forces pour le renversement de l'économie actuelle, source de conflits et d'esclavage. — sans tenir compte des découvertes récentes — car le capital va tenter de s'en saisir définitivement pour asservir la dictature chancelante. Par la révolution sociale l'ouvrier et le paysan détruiront la propriété donc le salariat et sur notre planète enfin libérée chacun s'astreindra à produire pour tous et tous pour chacun.

Attention à la Peinture !

GUERNICA

Quelques amis avaient, l'autre jour, réuni un auditoire de choix pour parler peinture. Le sujet, largement exposé par le conférencier, ne tarda pas à se centrer autour du surréalisme, et lorsque la parole fut donnée au public, composé dans une assez forte proportion d'artistes professionnels, on assista à une condamnation unanime de l'école moderne.

Ceci appelle quelques réflexions, non pas que condamner radicalement le surréalisme puisse sembler une hérésie, mais parce qu'on a nettement l'impression, à travers cette condamnation, d'assister à un procès dont les données restent étrangères aux juges.

On fait une profonde erreur lorsqu'on veut opposer l'école moderne à une autre école devenue classique. Le surréalisme n'est pas mieux ou plus mal que l'école romantique, l'école de Barbizon, etc., le surréalisme est autre chose et doit être jugé comme une valeur répondant à des préoccupations dégagées de la hantise de la forme pour mettre l'accent sur la sensation et sur l'impression d'un moment, en dotant ces valeurs d'un réalisme qui n'est abstrait que pour ceux à qui l'effort répugne.

Il est vrai que l'on peut constater avec regrets que les théoriciens du surréalisme, comme les critiques appointés par les marchands de tableaux, se sont ingéniés à rendre incompréhensible, à grands renforts de termes techniques volontairement confus, une forme d'expression picturale qui demande certes de la réflexion et qui, par conséquent, aurait gagné à être exposée clairement. Il faut voir là une tactique tendant à commercialiser ces œuvres auprès d'une certaine clientèle.

Que le surréaliste, dont certaines exagérations ont choqué jusqu'à ses plus ardents défenseurs, ait donné malgré tout des images d'une extraordinaire lucidité sur les sensations des individus, je ne veux en citer qu'un exemple, ressenti par tous les Libertaires.

Lorsque, au cours de la tragédie espagnole, les journaux ont appris au monde horrifié la destruction de la petite ville de Guernica, destruction obtenue à l'aide de huit bombes à air liquide, une poignante impression de stupeur indignée nous a saisis aux tripes.

Certes, nous ne connaissons pas alors les effets de la bombe atomique, mais cette ville détruite complètement, ses habitants, nos frères espagnols, massacrés à l'aide d'un nombre réduit d'engins dont on ne connaissait pas exactement le mécanisme, et par là même plus effrayants, déclencha chez tout homme digne de ce nom une vision d'apocalypse. Croyez-vous qu' alors notre imagination nous représenta clairement les maisons déchiquetées, croyez-vous qu' alors nous eûmes une vision bien nette, du dessin de ces corps réduits en bouillie, de ces membres arrachés, de ces ruines croulantes ? Allons donc, seule une effroyable vision de cauchemar, où les ruines, le sang, la boue, la honte même nous apparurent : vision dont la forme n'était pas dessinée, dont les contours étaient changeants, mais dont le volume, la couleur et l'équilibre se retrouvent dans la toile du peintre dont on peut discuter l'opportunité politique, mais dont l'œuvre reste le reflet fidèle du cauchemar d'un instant ressenti par tous les hommes libres.

Aux moments de lassitude, aux moments de ces doutes déprimants que tous les hommes ressentent, retournez voir Guernica, peinture qui dépasse l'homme qui l'a conçue et qui n'a pas su rester à sa hauteur, pour rejoindre le génie.

"PLUS LOIN" va réparaître

Cette Revue qui sera, dans les domaines artistique, littéraire, scientifique, social, économique et philosophique, l'interprète de la pensée anarchiste, réparaitra lorsque le moment des abonnements l'aura permis, ce qui ne saurait tarder vu les sommes déjà versées.

Conditions d'abonnement : 6 numéros, 110 fr.; 12 numéros, 220 francs.

Camarades, soucrivez pour la Revue qui portera dans le monde intellectuel l'expression de notre idéal.

Adressez tout versement à Louis Laurent, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). C. C. P. 589-76 Paris.

Bien spécifier si les sommes sont destinées à la souscription ou à l'abonnement.

Les Valets du Capital succèdent à Franco

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Leur volonté, leur idéal c'est d'abord l'écrasement de ce capitalisme — ce mot qui a soudain disparu de votre vocabulaire ! — de cet état, de cette autorité pour créer une société où quelques individus ne posséderont pas des machines et des usines pour faire travailler à la minute de salaire une multitude d'hommes, où des saliveurs ne s'amuseront plus à décider comme ils le veulent bien du sort des collectivités, où on ne produira plus parce qu'il faut assurer le bénéfice de tel consortium ou de tel marché financier, où on ne sera pas le chômeur parce que le patron n'a plus de clients pour sa « ferraille » et où ce même patron, avec ses petits copains d'en face, de peur que le chômeur rale trop, pour « sortir » sa « marchandise » et pour aller chercher des ouvriers pas bien « chers » — les indigènes « à civiliser » des colonies — déclanchera la petite guerre bien fraîche pour sauver ses gros sous, avec le petit chapeau, par dessus, de « Civilisation », « droit des peuples », « liberté », « égalité » et toutes les bonnes blagues !

C'est parce que nos camarades veulent opposer à « ce bel équilibre » — qui existe aussi bien en France, en Angleterre, en Amérique, en U.R.S.S. que depuis toujours en Allemagne, en Italie, au Japon, en Espagne et partout — la Société anarchiste où les moyens de production appartiennent à tous et ne « tourneront » qu'en fonction de ce qu'auront demandé les besoins de la consommation, c'est-à-dire des producteurs eux-mêmes, cette société où ce n'est pas d'en haut qu'on ordonne de dire oui ou non ou de produire ceci plutôt et davantage que cela, avec la prison et la misère comme liberté, mais où le droit de décider de quoi que ce soit ne vient que d'en bas, des individus eux-mêmes qui, rassemblés, forment la Commune libertaire.

Ca, « camarade » Giquel, c'est l'anarchisme et tu le sais peut-être ! Et tu sais aussi que ce n'est ni l'Angleterre, ni la France, ni aucune de tes « démocraties », sachant également ce que veulent nos camarades espagnols, qui risquent d'aider ceux qu'elles ont trouvées contre elles en 1936, ceux qui ont voulu les déposséder de leurs concessions minières des Asturies, de Rio Tinto, d'Almadén, de Penarroya, de leurs actions sur les chemins de fer et les primeurs et surtout poser le jalon dans un bout de l'Europe d'une révolution qui eût pu s'étendre chez elles, ceux qu'elles ont été bien heureuses « d'étouffer » dans la non-intervention pour laisser en place le lamentable pantin Franco qui lui, au moins, leur garantissait leurs « propriétés » économiques

et financières » et les sauvait provisoirement d'avoir eu chaud !

Et soyons sûrs que si nous observons présentement dans les sphères diplomatiques de nos « grands alliés » une tension et un intérêt tout particulier à l'égard de l'Espagne, c'est bien plutôt l'agitation révolutionnaire qui monte des masses populaires menée par les anarchistes de la F.A.I. qui les trouble et les gêne, que la présence même de Franco, de la Phalange ou de 40.000 nazis dont ils se seraient depuis longtemps débarrassés si le fameux prétexte de la lutte contre tous les fascismes eût été le vrai mobile de « leur » guerre — l'Espagne ne pesant pas bien lourd devant la puissance des grands.

Mais puisqu'il faut chasser Franco — sa présence causant de si graves remous dans ce prolétariat auquel il risque de donner l'occasion d'un soulèvement — les dirigeants signataires de la fameuse Charte de l'Atlantique entendent bien ne le faire qu'à bon escient ; c'est-à-dire lorsqu'ils auront tout mis en œuvre pour que l'organisme d'Etat qui remplacera la sinistre fripouille qui recevait hier encore du matériel de guerre de ces mêmes démocraties (voir les journaux) pour que le « gouvernement bien élargi » qu'ils « aideront » presque certainement à « installer », leur garantisse la gestion de leur part et soit un fidèle point d'appui de leur système de domination, en même temps qu'un bon gendarme intérieur pour réprimer toute tentative de troubler « leur » ordre établi. Les passages à Paris, à Londres et en Amérique des « ministres » républicains en sont tous les préparatifs.

Et ce Giquel — un, pris au hasard parmi tous ceux qui bavent leurs mensonges dans la grande presse — est peut-être, en plus, de la bande de ceux qui en 1937, ont approuvé le sabotage de la révolution espagnole l'abandon de ces anarchistes — derrière Blum et la S.F.I.O. — pour la liberté desquels, il réclame aujourd'hui l'aide de ceux qui les ont déjà « aidés » à perdre la révolution et cette même liberté, la vraie, pour laquelle ils ont continué à se battre malgré tous, malgré et contre les sales hypocrisies d'intérêts de ce capitalisme qui trouve encore dans de pauvres types — inconscients ou non — et dans la Section Française de l'Internationale Ouvrière — O, ironie ! — les plats valets d'un rattachement désespéré qu'il tente de faire pour se survivre à lui-même.

Nos camarades de Cadix et ceux qui continuent la lutte méritent avant tous que la vérité soit, une fois de plus, crée à ces ignobles laquais du journalisme « ouvrier ».

La Turquie à la Croisée des Chemins

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

du gouvernement d'Ankara, en vue de leur rattachement à la République soviétique d'Azerbaïdjan. Les cours diplomatiques sont sans doute alertés, l'Angleterre sort le traité du 10 août 1941, où elle garantissait à titre de co-signataire avec l'U.R.S.S., l'intégrité territoriale de la Turquie, de plus nous ne croyons pas nous tromper en indiquant qu'un traité d'Alliance existe depuis juillet 1939 entre la Turquie et l'Angleterre et que ce traité n'est ni caduc ni dénoncé.

En Turquie on se cabre et même l'opposition, en principe favorable à l'Armée Russe, n'envisage aucune cession territoriale. Quant à la presse turque, elle chauffe les esprits et certains titres sur six colonnes nous rappellent la fièvre de 1939, ou pour les vieux celle de 1914 : « Les Turcs se battent », d'autres faisant un rapprochement avec Munich déclarent : « Nous ne sommes pas des Tchécoslovaques ! » Enfin les journaux reproduisent en bonne place le discours du général Karabekir, négociateur du traité russo-turc de 1920 qui remettait Kars, Ardahan et Artvin à la Turquie : Le général déclare que « le plateau de Kars est la clef de Bassorah et de la Méditerranée... et que si les Russes insistent, nous luirons jusqu'à ce qu'il ne reste plus un Turc. » Le général fait bon marché de la peau de ses futurs soldats... il est vrai qu'il mourra dans son lit.

Que conclure ? On joue des volontés émancipatrices pour servir un impérialisme, on jette dans les plateaux tous les traités garantissant ceci, ou garantissant cela, on se tait dans les sphères gouvernementales, mais pendant que les badauds admirent la Parade du cirque de Moscou, pendant que les clowns attirent par leurs pitreries l'attention du grand public... dans la coulisse les maîtres jouent au Poker, jusqu'au moment où le bluff aura été

seiz duré... alors ils joueront à la guerre avec des vraies cartes, celles où les villes deviennent des points stratégiques, et les puits de pétrole des sources importantes d'énergie.

Service de Librairie

A. Lorulot : Crime et Société, 50 fr.; Barbarie allemande, 50 fr.; L'Eglise et l'Amour, 40 fr.; L'Eglise et la Guerre, 40 fr.; La bible comique, 70 fr.; La vie comique de Jésus, 70 fr.; Sa Majesté l'Amour, 150 fr.; Education sexuelle, 70 fr. — Paul Paillette : Tablettes d'un lézard, 50 fr. — Latka : La Marche Royale, 50 fr. — Aurèle Paterni : La Grande Retape, 50 fr.; Le rire dans le cimetière, 50 fr. — Fernand Pelloutier : Histoire des bourgeois du Travail, 100 fr. — Maurice Pelloutier : Fernand Pelloutier, sa vie, son œuvre, 40 fr. — Kaminski : Bakounine, 75 fr. — Devaides : Maternité consciente, 30 fr. — Noëlle Henri : A ras de terre, 50 fr. — Michel Bakounine : Confession, 60 fr. — Krupotkine : La grande révolution, 25 fr.; L'Entr'aide, 110 fr. — Borghi : Mussolini en chemise, 40 fr. — Etienne Reclus : Correspondance (3 vol.), 200 fr. — Han Ryner : Chère pucelle de France, 50 fr.; L'amour plural, 50 fr.; La vie éternelle, 50 fr.; Le sphinx rouge, 50 fr.; L'Eglise devant ses juges, 50 fr. — Bossu : Bakounine, 25 fr. — Jean Grave : Terre libre, 70 francs ; Réformes Révolution, 70 fr. — Karl Marx : Le manifeste communiste, 60 fr. — Paul Louis : Histoire de la classe ouvrière, 120 fr. — Louisa Jouenne : Une expérience d'éducation nouvelle, 30 fr. — Lahy : Du clan primitif au couple moderne, 30 fr. — Vachet : Lourdes et ses mystères, 60 francs. — L. Taihiade : Discours civils, 50 fr. — Charles Albert : L'amour libre, 70 fr. — Ferrero : Le militarisme, 70 fr. — X... : Le livre secret des confesseurs, 100 fr. — X... : Dans la tourmente espagnole, 50 fr.

HISTOIRE POPULAIRE DU SOCIALISME MONDIAL par André Lorulot. — Un fort volume pesant 1 kg., avec nombreuses illustrations et portraits. En vente au Service de Librairie : 210 fr. franco.

Nos camarades sont priés de noter qu'ils devront joindre 5 fr. par livre pour frais d'envoi.



LE SYNDICALISME



Le gouvernement d'affameurs dévalue les salaires

Sitôt son sol libéré des troupes allemandes, la France capitaliste et impérialiste a tenté d'échapper à la fatalité historique et économique qui tend à en faire une nation de second ordre et la condamne, bon gré mal gré, à végéter dans l'ombre d'un des géants qui se partagent l'économie du globe.

Nous ne sommes pas dupes des prétendus principes au nom desquels les puissances ploutocratiques ont fait la guerre aux puissances de l'Axe. Dès avant septembre 1939, le « Libéraire » dénonçait le conflit menaçant comme une nouvelle phase de la lutte impérialiste commencée en 1914 et dont les vrais mobiles, en dépit d'un frénétique bourrage de crânes mené au nom d'un prétendu droit et d'une prétendue liberté, furent avant tout la revendication de certaines puissances industrielles tard venues pour un nouveau partage du monde, la soif insatiable de débouchés, de nouvelles sources de matières premières et de prolétaires à bon marché ; enfin, la nécessité pour les puissances nanties de maintenir leurs privilèges par la force pour ne pas disparaître.

La secousse de 1914 n'en a pas moins porté au monde capitaliste un coup dont il n'a pu se relever. Son économie, depuis 1919, s'est traînée de crise en crise, et le marasme du marché mondial a fourni aux vaincus de 1918 un prétexte pour se replier sur eux-mêmes et tenter à la fois de se libérer de l'hypothèque de la défaite et d'organiser leur économie en dehors du système des échanges internationaux dominé par les puissances victorieuses et, notamment, par les Anglo-Saxons. Ce fut l'autarcie et c'est pour briser l'économie autarcique et obliger l'Allemagne à réintégrer par la force le circuit de l'économie libérale que la France et l'Angleterre ont déclaré la guerre aux puissances de l'Axe.

Et c'est au moment où les Américains victorieux s'efforcent de rétablir le marché mondial qu'on a vu la France s'engager, et ceci dès la libération, dans une politique économique à laquelle il est bien difficile de donner un autre nom que celui d'autarcie. On pourrait alors se demander pourquoi on a massacré cinquante millions d'hommes et couvert le monde de ruines.

La vérité, c'est que l'autarcie représente exactement la phase décadente, descendante, du capitalisme. Ce n'est pas dans des idéologies politiques comme le fascisme, le national-socialisme ou le racisme qu'il faut chercher la cause de cette décadence, mais uniquement dans le vieillissement, l'usure du monde bourgeois capitaliste, laquelle usure est due au fait que les organismes politico-économiques — les civilisations, si l'on veut, bien qu'on hésite à employer ce mot lorsqu'on parle du monde bourgeois-capitaliste-occiden-

tal — sont, comme les organismes vivants, soumis aux lois imprescriptibles de la jeunesse, de la maturité et de la mort.

Bien que pouvant se prolonger quelques années, la tentative des Américains de regonfler le moribond n'a aucun avenir. Mais l'état de ruine et d'impuissance où se trouve la France lui interdit momentanément tout espoir d'échapper à la tutelle américaine. Et c'est là toute l'explication de Bretton-Woods et de la dévaluation. Il fallait vraiment prendre les Yankees pour des imbéciles pour croire qu'ils continueraient de nous donner un dollar pour cinquante francs. Avec ses cinquante francs, l'acheteur américain se procurait — évidemment — pour cinquante francs de marchandises françaises et le Français, possesseur du dollar, achetait pour 120 francs de produits américains. C'était mettre volontairement obstacle aux échanges, et c'était l'autarcie ! L'autarcie à l'allemande avec l'esprit de méthode et d'organisation en moins, bien entendu.

La France s'incline ; mais, depuis

un an, les prix du marché contrôlé se sont progressivement alignés sur le vrai rapport entre franc et dollar, cependant que les salaires ont à peine augmenté. Résultat paradoxal et révoltant : aujourd'hui, la maigre paie ouvrière passe entièrement au marché contrôlé ; l'ouvrier n'achète plus au marché noir et, comme il y a moins d'argent sur celui-ci, d'une part, et que, d'autre part, les prix du marché contrôlé n'ont pas encore atteint le nouveau niveau de la parité monétaire, on risque de voir les prix du marché noir baisser (le beurre et la viande y sont déjà moins cher qu'il y a un an) et, malgré cela, l'ouvrier ne rien pouvoir y acheter. Aggravation de la misère ouvrière et vie plus large pour le bourgeois qui se ravitaillait uniquement au marché noir, voilà les conséquences de la politique insensée du gouvernement.

L'affaire des fonctionnaires montre, une fois de plus, aux ouvriers, l'erreur qu'ils commettent en confiant leur destin au bulletin de vote, aux partis et aux gouvernements. Seules, l'action directe et la grève les arracheront à la misère qui les mine.

Chez les ouvriers des journaux

Pour être encore restés fidèles aux méthodes d'action directe, les ouvriers des journaux, et principalement les typographes ont obtenu cette année deux augmentations substantielles de salaires : la menace de grève a suffi. De 240 francs service de jour et 275 francs (nuit), salaires établis à la « libération », la journée de salaire a été portée successivement à 315 francs et 350 francs (1^{er} mai) et 400 francs et 460 francs (17 septembre). Bonne ou mauvaise — nous la croyons surtout mauvaise — la nouvelle politique de fixation des salaires veut que les tarifs provinciaux soient alignés sur ceux de Paris moins un abattement régional. Ceci — qui peut devenir dangereux — a pour conséquence que tout repose sur les sections parisiennes. Il suffira donc au patronat de raréfier le travail, par exemple en ce qui concerne les périodiques, ce qui créera du chômage à Paris et permettra aux patrons de diminuer les salaires parisiens pour obtenir par répercussion la baisse des salaires dans toute la France. On arrivera aussi à ce triste résultat : soit en province, disparition du syndicalisme devenu inutile, soit centralisation excessive sous l'autorité fédérale et parisienne. C'est peut-être, après tout, ce que certains dirigeants parisiens qui cumulent fonctions syndicales et fonctions fédérales, voulaient obtenir.

Il y a plus grave : le ministre Parodi a refusé d'homologuer les deux augmentations (« salaires scandaleux », a-t-il dit). Si bien que dans certaines villes de province (Lille, Limoges, Nantes), les patrons refusaient d'« aligner », ne reconnaissant que les anciens salaires homologués. Il a fallu faire grève — on en revient toujours à elle ! Les ouvriers

ont eu gain de cause. Une réunion a eu lieu le 1^{er} décembre à Paris où les délégués des fédérations patronales et ouvrières se sont mis d'accord. Mais pour éviter des incidents ultérieurs, ils ont fait une démarche pour obtenir enfin l'homologation ministérielle. A l'entrevue, qui a eu lieu quelques jours plus tard, les cinq ministres présents, dont Billoux et Croizat, ont opposé un refus formel. Si nous homologuons, a dit Croizat, les autres corporations connaîtront vos salaires et réclameront. Vous êtes trop gourmands. Ne trouvez-vous pas que ça ressemble beaucoup aux paroles de ce salaud de Parodi ? Refus également sur l'augmentation du prix des journaux et du nombre de pages réclamé par la presse de province, une publicité plus importante devant seule lui permettre de tenir le coup, ce qui est impossible en raison du manque de place. Refus également, il faudrait acheter du papier et, partant, payer avec des devises étrangères, puisque le franc vaut peu de balle. Nos dirigeants syndicaux, dont certains se croient très malins, en sont restés babas. Peut-être ont-ils subitement oublié de faire remarquer aux dociles inspecteurs des finances, qu'en réduisant les achats de ferraille consentis à un budget militaire dont nous n'avons que faire aujourd'hui, il était possible de se procurer du papier... Nos bonzes sont eux aussi préoccupés de la grandeur de la France ! Et on ne peut penser à tout !

Tout ceci prouve que l'action directe seule donne des résultats palpables. C'est bien le cas de le dire. Canardiers de province et de Paris, en avant pour la prochaine augmentation !

Les étrennes des vieux travailleurs

Vieux travailleurs, voici vos étrennes ! Dans les hautes sphères, on pense à vous.

Nous ne sommes plus — que le sort en soit loué — à cette lointaine et primitive époque où la vieillesse infortunée ne trouvait pas autre chose, dans une législation sociale mal établie, que l'Assistance aux Vieillards et son corollaire le légendaire asile de vieux (prison, dans laquelle on enferme encore les vieux jusqu'à leur dernier souffle, débarrassant ainsi fictivement la société d'une plaie hideuse dont on n'aime pas faire étalage : la vieillesse misérable et agonisante).

En ce temps-là, vous n'aviez pas, au gouvernement, d'authentiques représentants du peuple. Aujourd'hui vous avez — heureux parias qui ne connaissez pas votre bonheur — des ministres socialistes, communistes, et même des « ministres d'Etat ». Fini le règne des gouvernements radicaux socialisants ou réactionnaires ! Nous sommes en pleine révolution... C'est pourquoi nous avons, comme ministre du Travail, M. Ambroise Croizat, ci-devant militant syndicaliste, élu du peuple pour son propre compte et pour celui du parti communiste.

Ce pur d'entre les purs, en prenant possession de son portefeuille ministériel, a eu un sursaut d'indignation lorsque, feuilletant le *Journal officiel*, il y découvrit que les vieux travailleurs n'avaient, en tout et pour tout, comme revenu fixe — comme retraite — que 8.800 francs par an. Et cette excellence, de se lancer dans des calculs interminables pour étudier dans quelle mesure la vieillesse des salariés pouvait être rendue plus agréable sans que le Trésor public en souffrit. (On ne saurait admettre, en effet, que le bien-être des vieux puisse grever les caisses de l'Etat qui doivent, avant tout, financer des choses infiniment plus utiles comme, par exemple, le rééquipement militaire de la France.)

Ce cœur généreux s'étant penché sur un problème aussi humain, il ne pouvait en résulter qu'une mesure inspirée des plus hauts sentiments de solidarité sociale. Et la retraite, selon le projet de Monsieur Croizat, doit passer — pour Paris — de 8.800 francs à 13.200 fr. Quatre mille quatre cents francs d'augmentation par an ! Vieux camarades, bénéficiaires de la générosité de cet illustre personnage, que vous allez être heureux ! L'abondance dans laquelle va vous plonger la prodigalité officielle va illuminer vos vieux jours... Que pouviez-vous demander de plus à vos élus ? Qu'ils vous accordent une retraite plus en rapport avec la modeste somme de 350.000 fr. (trois cent cinquante mille francs) qu'ils viennent de s'octroyer comme salaire annuel ? Mais, pour un constituant — vous le savez bien — il s'impose un train de vie élevé contre lequel nul électeur conscient n'a le droit de protester car, n'est-ce pas, le peuple se fait honneur en soignant bien ses représentants. La différence entre les 13.200 francs des vieux et les 350.000 francs de leurs élus sera donc consacrée par ces derniers, à sauvegarder la dignité de la fonction parlementaire qui est, comme chacun sait, le prolongement de la « volonté populaire ».

Dans un précédent article (*Libéraire* du 20 novembre 1945), nous avons dit ce que nous pensions sur la défense des vieux, qui doivent toucher une retraite égale au salaire départemental de la catégorie professionnelle la moins payée (3.900 francs par mois pour la Seine), ce salaire étant basé sur le minimum vital. Nous disions que cette revendication ne pourrait aboutir que par l'action directe des travailleurs en activité — une action pouvant aller jusqu'à la grève générale — toute autre forme de lutte (pétitions, meetings, etc.) étant inopérante.

Aujourd'hui, nos dires se trouvent confirmés par les faits. Les vieux travailleurs ne sont pris en considération par les politiciens qu'en tant qu'ils sont des électeurs. Ce n'est pas aux vieux travailleurs, que M. Ambroise Croizat propose une « augmentation » de leur retraite ; c'est aux électeurs, que celle-ci est destinée. Cette augmentation symbolique et dérisoire a pour objet d'étayer l'argumentation du parti communiste lors de la campagne électorale qui va s'ouvrir dans quelques mois. Pour leurs campagnes électorales,

LE COIN DES JEUNES

Notre tâche

La Victoire est complète ! 60 millions d'individus sont morts et la vie des survivants devrait porter un autre nom.

Certes les peuples « vaincus » sont anéantis pour une longue période mais les « vainqueurs » ne valent guère mieux ! Après une année de victoire complète, nous en sommes encore à nous demander si nous parviendrons à retrouver le goût de vivre. Pendant cinq années nous avons tout écrasé aveuglément et nous sommes tout surpris aujourd'hui de nous retrouver dans un monde en ruine.

Hélas ! le bilan est trop douloureux pour que nous fassions maintenant de la morale. Et pourtant, souvenons-nous ensemble. Des hommes, en 1939, tentèrent de barrer la route à la piraterie et au carnage, leur voix s'élevait calme et pure mais aussi douloureuse et chargée d'amour. Ils se proposaient, en premiers sacrifices, pour éviter la folie collective, ils furent jetés en prison !

Que nous n'ayons pas encore obtenu leur amnistie totale, voilà qui montre clairement que nous en sommes toujours au stade de la pensée empoisonnée, à l'âge du mensonge et de la barbarie.

Mais l'amnistie des objecteurs de conscience n'est pas l'objet de cet écrit, nous voulons simplement faire en leur nom un appel aux jeunes. Il ne faut pas qu'ils aient souffert en vain, que la pureté de leurs pensées et de leur idéal soit annihilée, nous devons suivre leur exemple et continuer leur lutte.

Notre première tâche à nous, les jeunes, c'est d'apprendre à nouveau à vivre en hommes libres et fiers. Chacun dans son coin, dégoûté que nous sommes, nous allons au découragement car nos forces individuelles sont trop faibles pour lutter contre la bêtise et la haine. Il faut nous unir, d'abord pour supporter notre vie actuelle, ensuite pour édifier notre vie nouvelle. Au sein de nos équipes il y a une place pour chacun et du travail pour tous.

Nous ne voulons pas comme d'autres flatter les défauts de la jeunesse pour l'attirer à nous. Nous disons au contraire à chaque camarade : « L'obstacle est puissant que nous voulons abattre, la lutte sera rude. Pour être capable de la poursuivre jusqu'au bout, il faut s'être forgé soi-même, avoir fait sa propre révolution. »

C'est là une rude tâche à laquelle nous convions les jeunes et que seuls les individus d'élite peuvent accomplir seuls mais elle devient une possibilité pour tous dans l'union et l'entraide fraternelle, par l'exemple mutuel.

Alors tout sera possible et ensemble, calmes et sûrs, nous nous élancerons à l'assaut pour la victoire définitive de la vie et de la raison.

JEUNES, qui n'êtes pas encore parmi nous et qui désirez œuvrer dans notre sens, venez à notre permanence, 145, quai de Valmy, Paris (10^e), le samedi après-midi, ou écrivez : Jeunes Anarchistes, même adresse.

les hommes politiques se servent de la misère des vieux comme ils se servaient de la réfection des routes, des édifices publics ou de la fermeture des maisons closes.

Voilà, vieux camarades, ce que font de votre détresse les hommes au pouvoir. Cependant, vous ne pouvez compter sur votre propre action car vous n'êtes plus des producteurs. La grève est l'arme des générations plus jeunes, qui doivent, en revendiquant pour vous, assurer la sécurité de leurs vieux jours. Dans ces jeunes générations, direz-vous, on se préoccupe peu de votre sort ? Pas toujours. Et si les syndicats ne font pas leur devoir, sachez qu'il est des exploités plus jeunes que nous qui font cause commune avec nous.

Les anarchistes, qui ne briguent aucun mandat et ne cherchent à tirer aucun profit de leur militantisme, sauront prendre votre défense dans toute la mesure de leurs moyens, et en dehors du marché électoral sur lequel le bulletin de vote d'un vieux travailleur est aussi coté que celui de n'importe quel bourgeois d'Auteuil ou de Passy.

CONDITIONS D'ABONNEMENTS

12 numéros, 45 francs ; 24 numéros, 90 francs.

Adresser toute demande à Louis Haas, 145, quai de Valmy, 145, Paris (10^e). C.C.P. 3585-80, Paris.

Le Gérant : M. DURAND.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2^e.

La vie de la Fédération Anarchiste

INTERGROUPE BANLIEUE SUD :
Réunion tous les premiers dimanches du mois, à 9 h. 30 le matin, salle Schilling, 54, Grande-Rue, à BOURG-LA-REINE.

GROUPE DE SAINT-OUEN :
Réunion de sympathisants, en vue de la constitution d'un groupe, le DIMANCHE 6 JANVIER, à 16 HEURES, au café Boudes, 73, rue des Rosiers.

10^e REGION (DIJON) :
Réunion des groupes locaux tous les vendredis : CAFE EUROPEEN, PLACE DE LA LIBERATION, A 20 HEURES, les camarades peuvent y retirer leurs cartes.
Les camarades de la Côte d'Or, Saône-et-Loire, Doubs, Jura, Haute-Saône, qui auraient des renseignements à demander peuvent écrire à : CAMUS PAUL, 95, RUE DE LONGWY, A DIJON.

*
Pour la formation d'une Section de la S.F.A. d'Alençon et pour le département de l'Orne, les camarades français, italiens, espagnols qui voudraient en faire partie sont priés de se mettre en rapport avec le camarade Duval Kléber, Instituteur, 109, r. des Tisons, Alençon (Orne), chargé de la formation.

REGION DE MARSEILLE
Fédération locale de Marseille
Réunion : tous les vendredis, à 20 h. 30, 12, rue Pavillon (2^e étage).
Permanence : lundi et samedi, de 18 h. 30 à 19 h. 30.
Invitation est faite à tous les militants et sympathisants.

REGION DE TOULOUSE
Le groupe de Toulouse se réunit tous les samedis à 21 heures, Brasserie des Sports, boulevard de Strasbourg, premier étage.

COMPTE RENDU DU CONGRES
Le compte rendu du Congrès, qui est à l'impression, sera mis en vente incessamment au prix de 20 francs. Les secrétaires de groupe ainsi que les militants isolés sont priés instamment de nous faire savoir dans le plus bref délai le nombre d'exemplaires qu'ils désirent.

COURS D'ETUDE SOCIALE
Un cours de formation sociale est ouvert tous les jeudis à 20 h. 30, 10, rue de Lancry. Il est ouvert à tous ceux qui désirent entrer en contact avec notre doctrine et approfondir avec nous les grandes questions qui se posent présentement à tous les esprits critiques.
Venez, camarades, tous les jeudis à 10, RUE DE LANCY.

A PROPOS DU « LIEN » :
Le numéro 5 du bulletin intérieur « Le Lien » est mis en vente au prix de 15 francs. Il comprend des questions de structure, de propagande, des comptes rendus des réunions de C.A., le plan des diverses commissions et des communications de militants sur quelques grands problèmes tels la révolution et l'attitude morale des anarchistes dans le mouvement.

Nos camarades sont priés de vouloir bien en passer commande dès maintenant (Joindre 2 fr. pour frais d'envoi).

LES LIBERTAIRES ET LE PROBLEME SOCIAL

Pour connaître les buts, les conceptions des libertaires en matière économique et sociale, demandez cette copieuse plaquette, qui est un exposé précis de ce que pourrait être de nos jours une société fédéraliste libertaire.

Prix : 45 fr. Envoi franco sur demande : 47 fr. Adresser toute commande à Louis Laurent, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). C. C. P. 559-76, Paris.